

Art. 6. L'article 9 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1976 est complété par la disposition suivante :

« Est également réputé non vacant pour l'application de la réglementation en matière de réaffectation, mais uniquement dans l'enseignement à horaire réduit ou de promotion sociale, l'emploi occupé au 1er septembre 1986 dans la même fonction telle que définie à l'article 1er, § 2, du présent arrêté, par un membre du personnel qui a été désigné dans cet emploi au cours de l'année scolaire 1985-1986 dans le respect des dispositions du présent arrêté et qui l'occupait avant le 1er juillet 1986 ».

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1989 à l'exception de l'article 1er, qui produit ses effets le 1er septembre 1982, de l'article 2, qui produit ses effets le 1er septembre 1988 et de l'article 5 qui produit ses effets le 1er septembre 1987.

Art. 8. Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juillet 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 1446

17 AVRIL 1990. — Décret portant assentiment de l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République rwandaise, fait à Kigali le 7 novembre 1989 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République rwandaise, fait à Kigali le 7 novembre 1989, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 avril 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tournisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

Accord de coopération entre l'Exécutif de la Communauté française de Belgique et la République rwandaise

L'Exécutif de la Communauté française de Belgique, d'une part, et
Le Gouvernement de la République rwandaise, ci-après dénommé « le Gouvernement rwandais », d'autre part;

Animés du désir de renforcer l'amitié qui unit les peuples des Parties contractantes;

Persuadés que la coopération dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la culture, de la santé, des affaires sociales et la recherche scientifique pourra contribuer à affermir davantage les liens existant entre les peuples qu'ils représentent et à développer la connaissance et la compréhension mutuelles,

ont convenu de ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er

Dans la mesure de leurs possibilités, les Parties contractantes mettront à la disposition des étudiants, des spécialistes ou des scientifiques qualifiés de l'autre Partie des bourses d'études, de recherche et de stages en vue de leur formation, de leur perfectionnement ou de l'exécution de travaux de recherche. Ces bourses seront liées à des projets.

Session 1989-1990.

Documents du Conseil. N° 106, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 20 mars 1990.

Article 2

Pour améliorer la connaissance et l'appréciation mutuelles de leurs cultures respectives, les Parties contractantes s'efforceront, selon leur possibilité et sur la base de la réciprocité, de faciliter :

- a) les tournées des artistes et des ensembles;
- b) l'organisation de concerts, de représentations théâtrales et autres manifestations artistiques;
- c) la réalisation d'expositions ainsi que l'organisation de conférences et de cours;
- d) l'organisation de séjours de représentants de divers secteurs de la vie culturelle, de l'éducation et de la recherche;
- e) l'encouragement de contrats dans les domaines de l'édition et de la gestion des droits d'auteurs, des bibliothèques, des archives, des musées en vue de leur promotion et mise en valeur, ainsi que les échanges d'experts et de matériel;
- f) la publication des traductions d'œuvres littéraires et d'ouvrages scientifiques et techniques;
- g) l'encouragement à la diffusion d'œuvres littéraires, scientifiques et techniques;
- h) l'établissement de conventions de coopération entre les institutions culturelles et scientifiques;
- i) la formation des divers personnels œuvrant au développement culturel.

Article 3

Dans les domaines du cinéma, de la télévision et de la radio, les Parties contractantes appuieront dans la mesure de leurs possibilités, la coopération entre les organismes concernés de leurs pays, ainsi que les échanges de films et d'autres productions audiovisuelles.

Article 4

Les Parties contractantes s'efforceront de promouvoir la coopération entre les organisations de jeunes, les institutions d'éducation extra-scolaire de la jeunesse, les échanges de jeunes et les mouvements d'éducation permanente.

Article 5

Les Parties contractantes développeront également leur coopération dans le domaine du sport notamment par l'échange de pratiquants, de spécialistes et d'entraîneurs.

Article 6

Les Parties contractantes développeront leur collaboration dans les domaines de la santé et de la politique sociale notamment par l'échange d'experts et le soutien à des projets de coopération scientifique.

CHAPITRE II

Prérogatives des parties vis-à-vis des experts

Article 7

a) La Communauté française de Belgique aura le droit de rappeler son expert après consultation et accord des Autorités rwandaises. Un tel rappel ne doit pas compromettre l'exécution du programme auquel le(s) expert(s) est (sont) affecté(s).

b) Le Gouvernement rwandais aura le droit de mettre fin aux services d'un expert et aura le droit de demander à la Communauté française de Belgique de le rappeler si son comportement personnel et/ou professionnel justifie une telle mesure.

CHAPITRE III. — *Exécution de l'accord*

Article 8

Les actions spécifiques à réaliser dans le cadre du présent Accord feront l'objet d'une programmation bien-nale acceptée par les deux Parties. Les représentants des Parties contractantes se réuniront à tour de rôle dans un des deux pays pour établir le plan et faire le bilan des échanges réalisés dans le cadre du présent Accord et pour élaborer les recommandations visant à développer davantage la coopération bilatérale. A cet effet, une Commission Rwanda-Communauté française de Belgique de programmation et d'évaluation a été instituée.

Article 9

Les équipements, véhicules et autres biens fournis par la Communauté française de Belgique en vue de la mise en œuvre des actions spécifiques retenues de commun accord, seront admis en franchise de tous droits et taxes à l'importation.

Article 10

Les experts de la Communauté française de Belgique envoyés dans le cadre de l'exécution du présent Accord, seront exemptés des droits à l'importation sur les effets personnels neufs ou usagés importés dans les six mois qui suivent leur entrée au Rwanda.

Le mobilier et les équipements professionnels desdits experts seront admis en importation temporaire à condition qu'ils soient réexportés au moment de leur départ ou dans les délais convenus avec le Gouvernement rwandais.

Article 11

Le Gouvernement rwandais accordera, aux experts de la Communauté française de Belgique, une autorisation d'entrée, de séjour et de sortie du pays conformément aux dispositions des lois relatives à l'immigration et l'émigration en vigueur au Rwanda.

CHAPITRE IV. — *Règlement des différends*

Article 12

Toute litige pouvant surgir de l'application et/ou de l'interprétation du présent Accord sera réglé à l'amiable ou par tout autre mode de règlement convenu entre les Parties contractantes.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Article 13

a) Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle le Gouvernement rwandais et l'Exécutif de la Communauté française de Belgique auront notifié l'un à l'autre, par écrit, qu'il a été satisfait aux formalités juridiques requises chacun en ce qui le concerne.

b) Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de cinq (5) ans et sera renouvelable par tacite reconduction pour des périodes analogues, à moins que l'une des Parties n'ait notifié à l'autre par écrit et au moins six (6) mois à l'avance, son intention d'y mettre fin.

Il pourra être amendé à la demande de l'une des Parties contractantes moyennant accord de l'autre.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord en double original en langue française, les deux textes faisant également foi.

Kigali, le 7 novembre 1989.

Pour l'Exécutif de la Communauté française de Belgique :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales de la Communauté française,
J.-P. GRAFE

Pour le Gouvernement de la République rwandaise :

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale,
Dr. C. BIZIMUNGU

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 1446

17 APRIL 1990. — Decreet houdende toestemming in het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Republiek Rwanda, opgemaakt te Kigali op 7 november 1989 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt.
Enig artikel. Het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Republiek Rwanda, opgemaakt te Kigali op 7 november 1989, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 april 1990.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

Zitting 1989-1990.

Stukken van de Raad. Nr. 106, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : vergadering van 20 maart 1990.

**Samenwerkingsakkoord tussen de Executieve van de Franse Gemeenschap van België
en de Republiek Rwanda**

De Executieve van de Franse Gemeenschap, enerzijds, en
De Regering van de Republiek Rwanda, hierna « de Rwandese Regering » genoemd, anderzijds;
Bezielde met de wens de vriendschapsbanden tussen de volkeren van de akkoordsluitende Partijen te verstevigen;

Overtuigd dat de samenwerking op het gebied van onderwijs en opvoeding, vorming, cultuur, gezondheid, sociale zaken en wetenschappelijk onderzoek, zal kunnen bijdragen tot de versteviging van de banden die bestaan tussen de volkeren die ze vertegenwoordigen en tot beter wederzijds begrip en kennis,

Zijn als volgt overeengekomen :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1

Binnen de perken van haar mogelijkheden, stelt de ene Partij ter beschikking van de studenten, deskundigen en geschoolde wetenschapsmensen van de andere Partij, studie-, onderzoeks- en stagebeurzen met het oog op hun vorming, vervolmaking of op de uitvoering van onderzoekswerken. Deze beurzen gaan gepaard met projecten.

Artikel 2

Met het oog op een betere wederzijdse kennis en waardering van hun respectievelijke culturen, streven de akkoordsluitende Partijen ernaar, naar gelang van hun mogelijkheden en op grond van het wederkerigheidsprincipe, de volgende initiatieven te ondersteunen :

- a) toernees van artiesten en ensembles;
- b) organisatie van concerten, toneelopvoeringen en andere kunstmanifestaties;
- c) verwezenlijking van tentoonstellingen alsook organisatie van conferenties en cursussen;
- d) organisatie van het verblijf van vertegenwoordigers van verschillende sectoren van het cultuurleven, het onderwijs en de opvoeding, en het onderzoek;
- e) aanmoediging van contacten op het gebied van het uitgeversbedrijf en het beheer van de auteursrechten, de bibliotheken, de archieven, de musea, met het oog op de bevordering en de herwaardering ervan, alsook uitwisseling van deskundigen en materieel;
- f) uitgeven van vertalingen van literaire, wetenschappelijke en technische werken;
- g) aanmoediging van de verspreiding van literaire, wetenschappelijke en technische werken;
- h) sluiten van samenwerkingsovereenkomsten tussen culturele en wetenschappelijke instellingen;
- i) de vorming van de verschillende personeelsdiensten die tot cultuurontwikkeling bijdragen.

Artikel 3

Op het gebied van film, televisie en radio, ondersteunen de akkoordsluitende Partijen, binnen de perken van hun mogelijkheden, de samenwerking tussen de betrokken instellingen van hun landen, alsook de uitwisseling van films en andere audiovisuele producties.

Artikel 4

De akkoordsluitende Partijen streven naar de bevordering van de samenwerking tussen de jeugdorganisaties, de instellingen voor buitenschoolse vorming en opvoeding van de jeugd, de organisaties voor uitwisseling van jongeren en de bewegingen voor permanente opvoeding.

Artikel 5

De akkoordsluitende Partijen ontwikkelen ook hun samenwerking op sportvlak, inzonderheid door de uitwisseling van sportbeoefenaars, specialisten en trainers.

Artikel 6

De akkoordsluitende Partijen ontwikkelen hun samenwerking op het gebied van gezondheid en sociaal beleid, inzonderheid door de uitwisseling van deskundigen en de ondersteuning van projecten inzake wetenschappelijke samenwerking.

HOOFDSTUK II

Rechten van de partijen ten opzichte van de deskundigen

Artikel 7

a) De Franse Gemeenschap van België heeft het recht haar deskundige terug te roepen, na overleg met de Rwandese Overheid en met de toestemming van deze. Zo'n terugroeping mag de uitvoering van het programma waarvoor de deskundige(n) aangewezen is(zijn), niet in het gedrang brengen.

b) De Rwandese Regering heeft het recht de opdracht van een deskundige te beëindigen en heeft het recht de Franse Gemeenschap van België te vragen hem terug te roepen indien zijn gedrag in verband met zijn privéleven en/of in verband met zijn beroep een dergelijke maatregel rechtvaardigt.

HOOFDSTUK III. — Uitvoering van het akkoord

Artikel 8

De specifieke acties die in het kader van dit Akkoord te voeren zijn, worden bepaald bij een tweejarige programmatie die door beide Partijen wordt goedgekeurd. De vertegenwoordigers van de akkoordsluitende Partijen vergaderen beurtelings in één van beide landen om het plan en de balans op te maken van de uitwisselingen die in het kader van dit Akkoord werden verricht en om de aanbevelingen uit te werken die tot doel hebben de bilaterale samenwerking beter te ontwikkelen. Daartoe werd een Programmatie- en Evaluatiecommissie Rwanda-Franse Gemeenschap van België ingesteld.

Artikel 9

De uitrusting, voertuigen en andere goederen geleverd door de Franse Gemeenschap van België met het oog op de uitvoering van de specifieke acties die in gemeen overleg worden beslist, worden vrij van alle invoerrechten en -belasting toegelaten.

Artikel 10

De deskundigen van de Franse Gemeenschap van België die in het kader van de uitvoering van dit Akkoord worden gezonden, worden vrijgesteld van de invoerrechten op de nieuwe of oude persoonlijke zaken die worden ingevoerd binnen de zes maanden na hun aankomst in Rwanda.

Het meubilair en de beroepsuitrusting van die deskundigen worden bij wijze van tijdelijke invoermaatregel toegelaten, op voorwaarde dat ze worden wederuitgevoerd op het ogenblik van hun vertrek of binnen de termijn die met de Rwandese Regering overeengekomen is.

Artikel 11

De Rwandese Regering verleent aan de deskundigen van de Franse Gemeenschap van België een vergunning tot binnentreden, verblijven en verlaten van het land, overeenkomstig de bepalingen van de wetten betreffende de immigratie en de emigratie die in Rwanda van kracht zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Oplossing van geschillen*

Artikel 12

Elk geschil dat uit de toepassing en/of de interpretatie van dit Akkoord kan voortvloeien, wordt opgelost in der minne of bij elke andere wijze die tussen de akkoordsluitende Partijen wordt overeengekomen.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Artikel 13

a) Dit Akkoord treedt in werking op de datum waarop de Rwandese Regering en de Executieve van de Franse Gemeenschap van België elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat ieder afzonderlijk aan de vereiste juridische formaliteiten heeft voldaan.

b) Dit Akkoord blijft gedurende een periode van vijf (5) jaar van kracht en is voor gelijke periodes met stilzwijgende verlenging hernieuwbaar, tenzij één van de Partijen aan de andere schriftelijk en ten minste zes (6) maanden tevoren kennis heeft gegeven van haar voornemen er een einde aan te maken.

Het kan op aanvraag van één van de akkoordsluitende Partijen worden gewijzigd, mits toestemming van de andere.

Ter bevestiging waarvan de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Akkoord, opgemaakt in twee originele exemplaren in de Franse taal, hebben ondertekend, waarbij beide teksten gelijkelijk rechtsgeldig zijn.

Kigali, 7 november 1989.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap van België :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme
en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België,

J.-P. GRAFE

Voor de Regering van de Republiek Rwanda :

De Minister van Buitenlandse Zaken en Internationale Betrekkingen,

Dr. C. BIZIMUNGU

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 1447

29 DECEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif Régional wallon
créant pour la Région wallonne le grade de chimiste-chef de station

L'Exécutif Régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 4;

Considérant que le grade de chimiste-chef de station ne figure pas à la liste des grades annexés à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter des agents des administrations;

Vu l'avis du Conseil de Direction;

Vu le protocole du 4 février 1987 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du Comité de secteur XVI,

Arrête :

Article 1er. L'arrêté de l'exécutif régional wallon du 29 janvier 1988 créant certains grades particuliers au Ministère de la Région wallonne est rapporté.